

RDCONGO-OUGANDA-Rébellion

Dix morts dans des combats entre l'armée et de présumés rebelles ougandais

AFP
(GOMA/RD Congo)

La ville de Beni, dans l'est de la République démocratique du Congo a été visée dans la nuit de dimanche à lundi par une nouvelle attaque attribuée aux rebelles ougandais des Forces démocratiques alliées (ADF), et dans laquelle une dizaine de personnes ont été tuées. "Des présumés ADF ont attaqué Beni dans la nuit par le nord à partir du quartier Boikene. Huit civils ont trouvé la mort par balles, un militaire a été tué et une présumée milicienne ADF a aussi été tuée", a affirmé à l'AFP Gilbert Kambale, président de la Société civile de Beni, ville du nord de la province du Nord-Kivu. L'identité de cette femme

mentionnée par M. Kambale est cependant sujette à caution. Omar Kavota, chef d'une ONG locale de défense des droits de l'Homme, avance pour sa part un bilan de dix morts : sept civils, dont trois femmes - cinq tués par balles, deux à la machette -, un assaillant et un "officier supérieur". Le lieutenant Mak Hazukay, porte-parole de l'armée, n'a pas voulu donner de bilan de l'attaque. "Les Forces armées de la RDC (FARDC) ont intercepté des ADF et, dans les échanges de tirs, des civils et des militaires ont été tués", a-t-il simplement déclaré à l'AFP. Depuis octobre 2014, environ 700 personnes ont été tuées dans une série de massacres ou d'attaques dans la région de Beni. La dernière tuerie d'enver-

gure a coûté la vie à plus de cinquante civils mi-août. Selon des témoins, le quartier attaqué s'est vidé de ses habitants qui ont trouvé refuge au centre de la ville de Beni, importante place commerciale et fief de la communauté Nande à 350 km au nord de Goma, la capitale du Nord-Kivu. Vendredi, l'organisation de défense des droits de l'Homme américaine Human Rights Watch (HRW) a dénoncé l'incapacité de Kinshasa et de la Mission de l'ONU au Congo (Monusco) à endiguer la violence dans la région de Beni, les exhortant à définir "une nouvelle stratégie pour protéger les civils" dans cette zone. **•Proportions incontrôlables** Lassée de la passivité des FARDC et des Casques bleus, la population de Beni et de ses environs a

organisé des journées "villes mortes" à répétition depuis deux ans pour dénoncer la violence et exiger du gouvernement qu'il assure la sécurité de ses concitoyens, mais les attaques se poursuivent. Pour la Mission de l'ONU en RDC (Monusco) et le gouvernement congolais, les auteurs de ces tueries de Beni, commises essentiellement à l'arme blanche, sont des combattants ADF. Cette version est remise en cause par des chercheurs à New York et un groupe d'experts onusiens pour qui les ADF partagent cette responsabilité avec d'autres groupes armés et certains éléments des FARDC, avec la complicité de certains chefs militaires locaux. A l'approche de la fin du mandat du président

congolais Joseph Kabila le 20 décembre, HRW craint que la situation de Beni ne soit plus la priorité du gouvernement de la RDC avec le risque qu'elle prenne "des proportions incontrôlables". HRW fait valoir que l'attention des autorités congolaises risquent d'être tournée vers la gestion de la crise politique née du report de la présidentielle après le terme du mandat de M. Kabila, au pouvoir depuis 2001, et à qui la Constitution interdit de se représenter. Opposés au président ougandais Yoweri Museveni, les rebelles musulmans des ADF ont trouvé refuge au Congo en 1995. La province du Nord-Kivu, comme l'ensemble de l'est de la RDC, est déchirée par des conflits armés depuis plus de vingt ans.

L'Afrique en bref

•MAROC-Elections-Gouvernement
La presse marocaine saluait lundi le bon déroulement des législatives qui ont reconduit le PJD islamiste aux affaires et redessinent "une nouvelle architecture politique", alors que le pays attend désormais la nomination d'un Premier ministre par le roi. Pour le quotidien francophone L'Economiste, "les Marocains peuvent se féliciter" de ces élections. Malgré les accusations d'achats de voix et d'utilisation des moyens de l'Etat pour influencer les électeurs, "tout s'est donc convenablement déroulé", commente le site Panoramapost. "Le PJD (Parti justice et développement, à la tête du gouvernement de coalition depuis 2011) domine, le PAM (Parti authenticité et modernité, libéral) avance et le parti des abstentionnistes donne une claque à tout le monde", résume en une le quotidien arabe El Massaa. "La jeunesse, désespérée, a déserté les urnes", s'alarme le journal Aujourd'hui le Maroc.

•MALI-Touareg-Décès
Le gouvernement malien a exprimé sa "tristesse" après la mort "accidentelle" dans une explosion du chef militaire de l'ex-rébellion à Kidal (nord-est), tandis qu'un groupe armé pro-gouvernemental ironisait sur les hommages au défunt. La Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA, ex-rébellion à dominante touareg) a dénoncé dimanche un "assassinat odieux incontestablement prémédité", affirmant que l'explosif avait été placé sur le véhicule de Cheikh Ag Aoussa pendant qu'il assistait samedi à une réunion au camp de la Mission de l'ONU (Minusma) à Kidal.

BURKINA-COTE D'IVOIRE-Politique

Rencontre énigmatique Bédié-Compaoré à Abidjan

AFP
(ABIDJAN/Côté d'Ivoire)

L'ancien président burkinabé Blaise Compaoré, chassé par la rue après 27 ans de pouvoir en 2014 et qui vit en exil à Abidjan, s'est entretenu lundi pendant près d'une demi-heure avec l'ancien président ivoirien Henri Konan Bédié (1993-1999), sans qu'aucun des deux protagonistes ne fasse de déclaration. "Il s'agit d'une rencontre privée. Il n'y aura aucune déclaration", a expliqué

une porte-parole de M. Bédié à la vingtaine de journalistes qui avaient été invités à assister à l'événement. M. Compaoré, qui réside à moins de 300 m de son voisin dans le quartier huppé de Cocody d'Abidjan, ne s'est pas exprimé publiquement depuis la chute de son régime. C'était officiellement la première rencontre entre les deux hommes depuis l'arrivée de M. Compaoré à Abidjan. Le "beau Blaise", qui paraissait en bonne santé et était vêtu d'un costume foncé, n'a pas l'habitude de

se montrer en public et l'annonce médiatisée de sa visite chez le président Bédié a suscité un grand intérêt de la presse venue en force. "Peut être voulait-il parler... Mais apparemment, il y a eu des instructions en haut lieu lui rappelant le devoir de réserve" auquel il est tenu, a confié à l'AFP une source de son entourage. L'ancien président Bédié n'a pas voulu non plus s'exprimer. Blaise Compaoré est poursuivi par la justice de son pays en tant que ministre

de la Défense pour la répression des journées d'insurrection d'octobre qui avaient conduit à sa chute, ainsi que dans le cadre du dossier de la mort de l'ancien président burkinabé Thomas Sankara, assassiné en 1987 lors d'un coup d'Etat qui porta Blaise Compaoré au pouvoir. Sa présence chez le voisin ivoirien a été une pomme de discorde entre Ouagadougou et Abidjan mais les relations se sont normalisées, notamment à la faveur d'un sommet commun fin juillet. Marié à une Ivoirienne et

été naturalisé ivoirien en février, M. Compaoré était un des principaux soutiens du président ivoirien Allassane Ouattara quand il était opposant et lors de la crise ivoirienne mais il reste très discret en Côte d'Ivoire. Lors des fêtes de fin d'année 2015, une photographie de M. Compaoré en compagnie du président Ouattara ainsi que du gardien de but de l'équipe nationale ivoirienne Copa Barry avait abondamment circulé sur les réseaux sociaux.

A travers le monde

•SYRIE-RUSSIE-Opposition
L'opposition syrienne a regretté lundi à Ryad de "ne pas avoir reçu d'armes anti-aériennes" pour lutter contre les raids du régime et de la Russie, après l'échec des tentatives diplomatiques pour faire cesser les combats à Alep. A l'issue de deux jours de réunion en Arabie saoudite, le Haut comité des négociations (HCN), qui rassemble les principaux représentants de l'opposition et de la rébellion syriennes, a également dénoncé la "politique de la terre brûlée" menée par le régime de Bachar al-Assad et ses alliés.

•POLOGNE-Cinéma-Décès
La Pologne de l'art et de la politique rendait un hommage vibrant lundi à Andrzej Wajda dont la mort la veille à l'âge de 90 ans a plongé dans le deuil le cinéma polonais dont il était le maître incontesté. "Nous sommes tous chez Wajda. Nous regardions la Pologne, et nous-mêmes, à travers lui. Et la comprenions mieux ainsi. Désormais, ce sera plus difficile", a regretté sur son compte Twitter Donald Tusk, le président du Conseil européen et ancien Premier ministre polonais.

USA-Élections

A 29 jours de l'élection, la dynamique favorable à Hillary Clinton

AFP
(WHITE PLAINS/Etats-Unis)

La dynamique électorale restait lundi favorable à Hillary Clinton au lendemain du deuxième débat contre Donald Trump, un affrontement unique dans l'histoire présidentielle américaine par la virulence et la teneur personnelle des attaques. "Elle est en tête dans les sondages et elle ne s'est probablement pas fait de mal ce soir", a estimé Steven Smith, enseignant en sciences politiques de l'Université de Washington, tandis que deux sondages donnaient l'avantage à la démocrate à l'issue du débat. Le candidat républicain à la Maison Blanche avait besoin de briller pour rebondir après un week-end désastreux causé par la divulgation de propos dégradants sur les femmes tenus en 2005, et stopper les défections au sein de son camp. Mais le miracle ne s'est pas produit. Durant une heure et demie

d'échanges tendus, il a certes fait preuve de plus de discipline qu'au premier débat, il y a deux semaines, attaquant sans relâche Hillary Clinton comme une représentante du statu quo contrôlée par les groupes d'intérêts. Il s'est excusé une nouvelle fois pour la vidéo retrouvée et diffusée la semaine dernière, dans laquelle il est surpris racontant, avec vulgarité, la façon brutale dont il approche et touche les femmes qu'il désire, parfois sans leur consentement. Mais il a assorti ces excuses d'une contre-attaque extraordinaire, s'aventurant sur un terrain jusqu'ici considéré indigne d'un débat présidentiel: les allégations de frasques sexuelles contre le mari de son adversaire. "Si vous regardez Bill Clinton, c'est bien pire", a-t-il accusé. Dans le public, il avait invité trois femmes qui accusent depuis des décennies l'ancien président démocrate d'agressions sexuelles. Donald Trump a aussi traité Hillary Clinton de "diable", il a affirmé que son coeur était

plein de haine, et promis de nommer un procureur spécial pour enquêter sur elle, la menaçant de prison. Hillary Clinton n'a pas dévié de sa ligne directrice, consistant à faire de l'élection un référendum sur la personnalité de Donald Trump, présenté comme instable et sectaire. Dans un long réquisitoire solennel, elle est revenue sur la façon dont Donald Trump parle des femmes mais aussi des immigrés et des musulmans. Chaque camp revendiquait la victoire dans les minutes et les heures suivant le débat. Mais deux sondages auprès des téléspectateurs donnaient l'avantage à Mme Clinton : 57% contre 34% pour Donald Trump selon CNN/ORC et 47%/42% selon un sondage moins tranché de Yougov où le reste des sondés estimait que le match avait donné un résultat nul. **•TRUMP GARDE SON COLISTIER** Robby Mook, directeur de campagne d'Hillary Clinton, estimait que Donald Trump n'avait pas réussi à "inverser la tendance" et ob-

tenir le coup d'éclat dont sa candidature chancelante avait besoin. L'entourage de la démocrate estimait aussi que le républicain avait commis une faute politique en menaçant Mme Clinton de prison, tel un "dictateur de république bananière", et sous-entendait qu'il avait eu un comportement menaçant en se tenant debout derrière elle sur le plateau du débat. "On aurait pu s'attendre à ce que, avec 5 ou 6 points de retard dans les sondages, il essaye d'élargir sa coalition, de toucher un plus large éventail de gens, des électeurs plus modérés ou indécis", estime Steven Smith, "mais il ne l'a pas fait, il s'est adressé à sa base". Pour l'analyste, Trump a essayé de "renforcer sa base, d'arrêter l'hémorragie (de ses soutiens) et d'empêcher sa candidature de se désagréger". Dans les couloirs du débat, qui avait lieu sur le campus de l'université Washington de Saint-Louis, les porte-parole de Donald Trump étaient as-

sailles de questions sur des rumeurs de séparation du ticket formé par Donald Trump et son candidat à la vice-présidence, Mike Pence, un chrétien conservateur qui s'était dit "outré" par les paroles exhumées de l'homme d'affaires. Durant le débat, Donald Trump l'a publiquement désavoué sur la Syrie; Mike Pence avait appelé à ce que les Etats-Unis attaquent directement les forces syriennes afin de venir en aide aux civils d'Alep. Mais Kellyanne Conway, directrice de campagne, a assuré que Mike Pence restait "à 100%" derrière Donald Trump et qu'il ferait activement campagne dès lundi. L'intéressé s'est aussi dit fier de la prestation de son coéquipier. Reste à savoir quel calcul politique feront cette semaine les républicains qui n'ont pas encore fait défection. Leur objectif est de conserver la majorité au Congrès lors des élections législatives qui auront lieu en même temps que la présidentielle, le 8 novembre.